

Direction de santé publique

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

En route vers le Sommet montréalais sur la maturité scolaire

Document préparatoire

Sommet montréalais sur la maturité scolaire

28 mai 2009

GARDER
notre monde
ENSANTÉ

notre monde

Direction de santé publique

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

En route vers le Sommet montréalais sur la maturité scolaire

Document préparatoire

Sommet montréalais sur la maturité scolaire

28 mai 2009

Isabelle Samson

Isabelle Laurin

Sylvie Lavoie

Danielle Durand

Laurence Boucheron

2009

GARDER
notre monde
ENSANTÉ

**Agence de la santé
et des services sociaux
de Montréal**

Québec 

Une réalisation du secteur Tout-petits, familles et communauté
Direction de santé publique
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal
1301, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H2L 1M3
Téléphone : 514 528-2400
www.santepub-mtl.qc.ca

AUTEURS

Isabelle Samson
Isabelle Laurin
Sylvie Lavoie
Danielle Durand
Laurence Boucheron

Remerciements

Comité régional pour une action concertée en développement de l'enfant

Monsieur Pierre Barrette
Responsable de la persévérance scolaire et du partenariat
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Madame France Bérubé
Responsable locale de santé publique intérimaire
CSSS de Dorval—Lachine—Lasalle

Madame Danielle Bordeleau
Conseillère en développement et en concertation
Direction régionale de Montréal
Ministère de la Famille et des Aînés

Monsieur Pierre Gaucher
Directeur par intérim, Direction régionale adjointe de Montréal
Ministère de la Famille et des Aînés

Madame Carol Gélinas
Coordonnatrice
Regroupement des organismes communautaires Famille de Montréal (ROCFM)

Madame Louise Guillemette-Labory
Directrice associée - Bibliothèques
Ville de Montréal

Monsieur Antonio Lacroce
Président de la Table des directeurs généraux des commissions scolaires de l'île de Montréal
(Commission scolaire English-Montréal)

Madame Laurence Lagouarde
Présidente du CA
Regroupement des organismes communautaires Famille de Montréal (ROCFM)

Madame Claude Lavoie
(En remplacement de M. Turbide)
Québec en forme

Madame Marie-France Lemieux
Coordonnatrice
Regroupement des CPE (RCPEÎM)

Madame Jacinthe Loiseau
Directrice - Impact
Québec Enfants

Madame Céline Marchand
Directrice générale
Regroupement des CPE (RCPEÎM)

Monsieur Claude Masse
Directeur, Service d'allocation et d'analyse sociale
Centraide du Grand Montréal

Monsieur Mario Régis
Direction Soutien aux milieux
Québec Enfants

Monsieur Gilles Rioux
Adjoint à la directrice générale associée et responsable du Bureau du Mont-Royal
Ville de Montréal

Madame Isabelle Samson
Médecin-conseil
Direction de santé publique
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Madame Martine Tousignant
Conseillère
Direction régionale de Montréal
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC)

Madame Francine Trickey
Responsable du secteur Tout-petits, familles et communauté
Direction de santé publique
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Madame Odette Viens
Vice-présidente, Innovation et développement
Centraide du Grand Montréal

Les responsables locaux de santé publique

Madame France Remete
CSSS Ouest-de-l'Île

Madame Francine Labrecque
CSSS Dorval—Lachine—Lasalle

Madame Madeleine Breton
CSSS Sud-Ouest—Verdun

Madame Michèle Moatti
CSSS Cavendish

Madame Christine Rowan
CSSS de la Montagne

Madame Johanne Cournoyer
CSSS Bordeaux—Cartierville—Saint-Laurent

Madame Julie Boucher
CSSS Ahuntsic et Montréal-Nord

Madame Nicole Clouâtre
CSSS Cœur-de-l'Île

Madame Francine Vincelette
CSSS Jeanne-Mance

Monsieur Mario Gagnon
CSSS de Saint-Léonard et Saint-Michel

Madame Johanne Fillion
CSSS Lucille-Teasdale

Monsieur André Majeau
CSSS Pointe-de-l'Île

Collaborateurs de la Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Maryse Beaumier-Robert

Sophie Bourret

Lise Chabot

Julie Couture

Danielle Guay

Josée Lacombe

Yolande Marchand

Jo Anne Simard

Francine Trickey

Un merci tout spécial aux comités organisateurs des sommets locaux

Table des matières

En route vers le Sommet montréalais sur la maturité scolaire	1
1 - Les enfants montréalais sont-ils prêts pour l'école?	2
Les enfants <i>vulnérables</i> selon l'enquête sur la maturité scolaire	3
La situation des tout-petits et des familles à Montréal	3
2 - Les principales préoccupations exprimées lors des sommets locaux	4
LE PASSAGE À L'ÉCOLE	4
SOUTIEN AUX PARENTS D'ENFANTS ÂGÉS DE 2 À 5 ANS	4
L'ENFANT QUI INQUIÈTE	4
LES SERVICES ÉDUCATIFS	5
LA RECONNAISSANCE DU SAVOIR-FAIRE DES PARENTS	5
SOUS-UTILISATION DES RESSOURCES	5
AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE	5
LES FAMILLES D'IMMIGRATION RÉCENTE	6
LA CONCERTATION	6
3 - Ce que des parents nous disent	6
4 - Conclusion	7
Annexe 1 Programmation - Sommet sur la maturité scolaire	9



En route vers le Sommet montréalais sur la maturité scolaire

Le 28 février 2008, la Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (DSP) dévoilait les résultats d'une vaste enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais : *En route pour l'école!* Pour la première fois à l'échelle de l'île de Montréal, on mesure le développement de l'enfant dans les sphères physique, sociale, affective, cognitive et langagière. L'enquête révèle notamment que 35 % des enfants montréalais sont *vulnérables* au moment de leur entrée à l'école et risquent, à divers égards, d'éprouver des difficultés dans leur cheminement scolaire.

Le dévoilement des résultats a été l'occasion pour le directeur de santé publique, le D^r Richard Lessard, de lancer un appel à la concertation en proposant l'organisation de sommets locaux menant à un sommet régional : le Sommet montréalais sur la maturité scolaire. L'objectif de cet événement : identifier les besoins à combler pour promouvoir et mieux soutenir le développement des enfants du territoire.

Les douze Centres de santé et de services sociaux (CSSS) de l'île de Montréal ont répondu à l'appel en mobilisant leurs partenaires et plusieurs parents du territoire autour de leur sommet local. Ces événements ont souvent regroupé plus d'une centaine de personnes dont les échanges fructueux ont permis l'identification de nombreux défis relatifs au développement des enfants.

De concert avec la démarche locale, le *Comité régional pour une action concertée en développement de l'enfant*¹ a vu le jour au printemps 2008 afin que les acteurs régionaux en petite enfance puissent documenter certains aspects de la maturité scolaire et voir comment ils pourraient mieux agir ensemble pour améliorer le développement global des enfants. Pour ce faire, le comité a organisé plusieurs journées de partage des savoirs tout en se nourrissant des préoccupations qui émergeaient des sommets locaux.

¹ La liste des membres du *Comité régional pour une action concertée en développement de l'enfant* est disponible dans la section *Remerciements* du présent document.

Toute cette mobilisation, tant sur le plan local que régional, mènera le 28 mai prochain au Sommet montréalais sur la maturité scolaire. Ce premier rendez-vous régional sera une occasion pour les invités de mieux cerner les besoins des tout-petits et de leur famille et d'adapter les actions afin de mieux y répondre.

En tant que participants au Sommet montréalais, vous êtes invités à prendre connaissance du présent document. Afin que tous les participants puissent démarrer la journée sur des bases communes, ce document a été conçu de manière synthétique pour rendre compte des différentes démarches menées depuis plus d'un an.

La première partie présente un bref survol des données sur la maturité scolaire des enfants montréalais, ainsi que quelques données démographiques et socioéconomiques pertinentes afin d'orienter le travail en petite enfance. La deuxième partie donne un aperçu des principales préoccupations exprimées par la majorité des partenaires lors des sommets locaux. La troisième section rend compte des préoccupations des parents en ce qui a trait au développement de leur enfant. Enfin, vous trouverez en annexe la programmation élaborée à partir du contenu développé par le *Comité régional pour une action concertée en développement de l'enfant*.

1 - Les enfants montréalais sont-ils prêts pour l'école?

Les données de l'enquête *En route pour l'école!* ont produit une onde de choc majeure. Malgré les ressources et services disponibles, ainsi que la mobilisation de nombreux acteurs en petite enfance, l'enquête révèle qu'un grand nombre d'enfants sont *vulnérables* au moment de leur entrée à l'école.

Au-delà des résultats de l'enquête, il faut également considérer certaines réalités démographiques et socioéconomiques de la population montréalaise. En effet, cette dernière présente plusieurs particularités qui requièrent une adaptation des ressources et des services, que ce soit pour répondre aux besoins des nombreuses familles vivant en contexte de pauvreté ou des familles d'immigration récente. La mobilité de la population sur le territoire montréalais pose également des défis.

Les enfants *vulnérables* selon l'enquête sur la maturité scolaire

Voici quelques faits saillants des résultats de l'enquête :

- 1) À Montréal, 35 % des enfants fréquentant une maternelle publique sont *vulnérables* dans au moins un domaine de maturité scolaire², ce qui correspond à 5 087 enfants. C'est donc un enfant sur trois qui présente des difficultés dans une ou plusieurs sphères de son développement au moment de son entrée à l'école.
- 2) À l'échelle des CLSC, on constate une grande disparité entre les territoires, la proportion d'enfants *vulnérables* dans au moins un domaine variant de 23 % à 43 %.
- 3) La situation des enfants montréalais la plus favorable se situe dans le domaine COMPÉTENCE SOCIALE, avec une proportion d'enfants *vulnérables* (12 %) se situant très près de la norme canadienne (10 %).
- 4) À l'inverse, les plus grandes proportions d'enfants *vulnérables* se situent dans les domaines DÉVELOPPEMENT COGNITIF ET LANGAGIER (17 %) et MATURITÉ AFFECTIVE (15 %). Les enfants montréalais sont donc plus nombreux à éprouver des difficultés dans ces deux sphères de développement.

Pour de plus amples informations sur l'enquête *En route pour l'école!*, la notion de *vulnérabilité*, les cinq domaines de la maturité scolaire et l'instrument de mesure utilisé dans l'enquête, consultez le <http://www.santepub-mtl.qc.ca/maturite/enquete.html>

La situation des tout-petits et des familles à Montréal

Voici quelques données concernant les enfants et leur famille vivant sur le territoire de l'île de Montréal :

- 1) En 2006, on comptait 118 669 enfants âgés de 0 à 5 ans, soit 27 % de l'ensemble des enfants de 0 à 5 ans du Québec.
- 2) En 2005, Montréal a accueilli 20 729 nouveau-nés. Pour 52 % de ces naissances, la mère est née à l'extérieur du Canada (comparativement à 8 % dans le reste du Québec). Lorsqu'on considère la provenance de l'un ou l'autre des deux parents, cette proportion atteint 61 % (comparativement à 11 % pour le reste du Québec).
- 3) En 2006, 31 % de la population montréalaise était née à l'extérieur du Canada (560 395 immigrants) et 33 % de la population était allophone. De 2001 à 2006, Montréal a accueilli 136 675 nouveaux immigrants. Plus de 120 communautés ethnoculturelles sont installées à Montréal.
- 4) En 2005, 79 660 familles vivaient sous le seuil de faible revenu (après impôt), ce qui représente 17 % des familles à Montréal. Chez les familles monoparentales avec un parent féminin, cette proportion s'élevait à 32 %. Si on considère la situation des enfants âgés de 0 à 5 ans, on constate que, en 2005, 30 % d'entre eux vivaient sous le seuil de faible revenu.
- 5) De 2001 à 2006, 43 % de la population montréalaise a déménagé. Parmi ces personnes, 62 % se sont déplacées sur le territoire de Montréal et 16 % ont déménagé dans une autre ville du Québec.

² La maturité scolaire se base sur les résultats de l'IMDPE, instrument de mesure du développement de la petite enfance (IMDPE), qui comporte cinq domaines : santé physique et bien-être, compétences sociales, maturité affective, développement cognitif et langagier, habiletés de communication et connaissances générales.

2 - Les principales préoccupations exprimées lors des sommets locaux

La présente section résume les principales préoccupations exprimées par une majorité de partenaires locaux et ne doit pas être considérée comme la synthèse des sommets locaux, mais bien comme une entrée en matière pour la réflexion du 28 mai. La richesse des propos recueillis lors des sommets locaux, incluant les besoins, les défis et les solutions, ne permet pas de les résumer en quelques pages. Cette section présente donc des défis pour lesquels plusieurs communautés sont déjà mobilisées. Une synthèse finale de la démarche des sommets sera publiée à l'automne prochain. Élaborée à partir des rapports synthèse produits par chacun des douze CSSS, elle témoignera des savoirs qui, dans toute leur richesse et leurs nuances, se dégagent des sommets.

LE PASSAGE À L'ÉCOLE

La transition de la maison ou des services éducatifs vers l'école est une étape importante pour les enfants et les parents. En raison de l'absence de liens formels entre les ressources en petite enfance et le milieu scolaire, cette transition est vécue par des familles comme une coupure. Des parents disent également ressentir une forte pression sociale pour que leur enfant arrive à l'école « prêt », mais ils sont incapables d'exprimer ce que le milieu scolaire attend d'eux.

Ce manque de liens entre les ressources en petite enfance et le milieu scolaire implique qu'une majorité d'enseignants ne connaissent

pas le parcours préscolaire des enfants qu'ils accueillent en maternelle. Pour les enfants bénéficiant d'un suivi avec des ressources spécialisées, l'entrée à l'école entraîne souvent la fin de ce suivi et la réactivation d'un long processus d'évaluation qui laissera l'enfant sans ressources pour plusieurs mois.

SOUTIEN AUX PARENTS D'ENFANTS ÂGÉS DE 2 À 5 ANS

De la naissance à l'âge de 18 mois, le système de santé assure un suivi à tous les enfants en période post-natale et à l'occasion de la vaccination. Ce suivi favorise l'accompagnement des familles, ainsi que la diffusion d'information sur le développement de l'enfant, notamment par la distribution du guide « *Mieux vivre avec son enfant* ». Il facilite le dépistage des besoins et l'orientation vers les ressources du quartier.

Au-delà de cette période, si l'enfant ne fréquente pas un service éducatif ou un organisme du quartier, aucun suivi formel n'est assuré par le système de santé ou un autre réseau. Ainsi, il devient difficile pour le parent d'avoir accès à des outils qui peuvent le soutenir dans son rôle. Conséquemment, si l'enfant présente des difficultés dans son développement, il risque d'être évalué seulement au moment de son entrée à l'école.

L'ENFANT QUI INQUIÈTE

On insiste sur l'importance d'intervenir tôt dans la vie des enfants présentant certaines *vulnérabilités*. On forme et outille les intervenants en ce sens pour qu'ils puissent faire du dépistage et orienter les parents vers les ressources appropriées. On constate cependant que l'appel demeure souvent sans réponse puisqu'il y a un manque criant de services spécialisés, surtout en orthophonie, pédiatrie et psycho-éducation. Les temps d'attente sont longs et, bien souvent, les enfants arrivent à l'école sans avoir obtenu le service requis.

LES SERVICES ÉDUCATIFS

On note un manque d'accès à des places à 7 \$ en services de garde dans tous les territoires. Plusieurs intervenants expriment la nécessité d'assurer aux familles défavorisées un meilleur accès aux services éducatifs, notamment en favorisant une plus grande flexibilité et diversité dans l'offre de service. Ils sont nombreux à demander que celle-ci soit mieux développée en halte-garderie. Dans une moindre mesure, il est aussi mentionné que les maternelles 4 ans sont peu accessibles aux parents qui privilégient cette option pour leur tout-petit.

LA RECONNAISSANCE DU SAVOIR-FAIRE DES PARENTS

Les intervenants reconnaissent que les parents savent ce qui est bénéfique à leur enfant. C'est pourquoi, ils insistent sur l'importance d'intervenir auprès des enfants en impliquant les parents. Ils préconisent d'adopter une attitude respectueuse, disponible, ouverte et d'avoir recours à des stratégies d'intervention de soutien et non de contrôle.

SOUS-UTILISATION DES RESSOURCES

Les raisons à la base d'une sous-utilisation des ressources sont multiples. D'abord, il semble y avoir un problème majeur d'accès à l'information pour les parents et pour les intervenants. Les parents ne semblent pas savoir où s'adresser pour connaître les services disponibles dans le quartier. D'un autre côté, quand des efforts sont déployés pour publiciser les services, les organismes reconnaissent que les parents sont inondés d'information qu'ils ne lisent pas ou encore qu'ils ne comprennent pas par méconnaissance de la langue. De plus, les coûts élevés et l'accessibilité physique des transports collectifs ont été identifiés par plusieurs comme un frein à l'utilisation des ressources. Enfin, mentionnons que plusieurs intervenants souhaitent pouvoir joindre les familles dans des lieux informels, par exemple des centres de loisirs, des parcs, des lieux communautaires d'accueil.

AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE

Tous sont unanimes à montrer du doigt les conditions de vie difficiles de certaines familles. Les intervenants insistent sur l'importance de reconnaître cet état de fait et que bien souvent, la principale priorité des familles est d'améliorer leurs conditions de vie. Présentement, on constate que plusieurs familles vivent des difficultés liées au logement, au revenu et à la sécurité alimentaire. De plus, elles sont nombreuses à éprouver des difficultés à intégrer le marché du travail.

LES FAMILLES D'IMMIGRATION RÉCENTE

Avec l'augmentation du nombre de familles immigrantes récemment installées à Montréal, les intervenants sont témoins de l'isolement de plusieurs d'entre elles, de leur méconnaissance du français et d'un manque d'accompagnement pour leur intégration. Ils constatent également l'ampleur et la spécificité de leurs besoins et le peu de ressources adaptées pour y répondre. Ils souhaitent que les programmes de francisation soient davantage accessibles aux nouveaux arrivants et que soient mis en place des services d'interprètes pour joindre les familles dans leur langue d'origine. Plusieurs s'entendent sur l'importance de communiquer avec ces familles en fréquentant les lieux où elles se trouvent.

LA CONCERTATION

Tous les partenaires s'accordent sur la nécessité de travailler en concertation et reconnaissent que cette force existe dans les milieux. Cependant, plusieurs manifestent de l'insatisfaction quant au fonctionnement des structures actuelles. La concertation est dépeinte comme un exercice lourd, exigeant beaucoup de temps. Plusieurs notent la multiplicité des tables de concertation existantes. Ils constatent une méconnaissance mutuelle des actions des différents partenaires. En ce sens, ils souhaitent que la concertation permette de mieux se connaître et d'établir de meilleurs liens.

3 - Ce que des parents nous disent

En marge des sommets locaux auxquels un certain nombre de parents ont participé, le *Comité régional pour une action concertée en développement de l'enfant* a recueilli les préoccupations exprimées par des parents quant au développement de leur enfant lors de rencontres organisées par le Regroupement des centres de la petite enfance de l'île de Montréal (RCPEÎM), de travaux du Centre 1, 2, 3 GO!, de consultations menées par les organismes communautaires Famille et de groupes de discussions tenus par la DSP en novembre 2008.

Premier constat : les réalités familiales montréalaises sont multiples et variées. Les parents ne constituent pas un groupe homogène. Le souvenir de leur propre petite enfance, leur culture, leurs valeurs, leur situation socioéconomique, leur localisation géographique sur l'île, leur réseau social et leur parcours d'utilisation des ressources contribuent à cette diversité.

En dépit des réalités multiples, la manière dont les parents conçoivent le développement de l'enfant ne semble pas si distante des indicateurs définis dans l'enquête. Interrogés sur ce que signifie un enfant prêt pour l'école, ces parents énumèrent diverses aptitudes liées à la plupart des domaines de la maturité scolaire³.

³ Les éléments associés au domaine de la santé physique et bien-être (comme l'alimentation, la ponctualité, l'état d'éveil) semblent moins préoccuper les parents bien qu'ils mentionnent que les problèmes de santé peuvent nuire à la préparation de l'enfant à l'école.

Fait intéressant, les parents considèrent le développement de l'enfant non dans l'optique de le préparer à l'école, mais plutôt dans celle de son bien-être. Ainsi, plusieurs parents ne s'alarment pas outre mesure si l'enfant accuse certains retards : chaque enfant est unique et se développe à son rythme. L'inquiétude se manifeste davantage face aux contraintes administratives liées à l'entrée à l'école, par exemple les limites territoriales des écoles et le domicile de la famille ; face à la gestion des horaires et à la conciliation travail-famille-école ; et face au manque de ressources et services, telles des places en service de garde éducatif, en haltes-garderies et en maternelles 4 ans. Ces parents expriment aussi les soucis vécus lors du passage de la maison ou du service de garde à l'école, surtout quand il s'agit du premier enfant de la famille. Enfin, ils s'inquiètent, d'une part, de savoir jusqu'où va leur responsabilité dans la préparation de leur enfant pour l'école et, d'autre part, des attentes du milieu scolaire à leur endroit.

Quel que soit le parcours préscolaire du tout-petit et son bagage familial culturel, affectif et socioéconomique, il entre à l'école comme tous les autres enfants de son âge. Pourtant, plusieurs défis se dessinent face aux préoccupations exprimées par les parents. En effet, les familles se montrent soucieuses de l'accueil, de l'accompagnement et du soutien que les institutions leur réservent, notamment en ce qui concerne les parents isolés, nouvellement arrivés ou peu familiers avec le français. De plus, les parents s'attendent à être renseignés sur des sujets qui touchent le développement de l'enfant grâce à des moyens diversifiés.

Enfin, ils souhaitent que des ponts s'établissent entre les services de garde et l'école, afin que ce passage se fasse dans la plus grande harmonie.

4 - Conclusion

Il va sans dire que les données de l'enquête, les préoccupations des parents, la qualité des échanges lors des sommets locaux, ainsi que les travaux menés par le *Comité régional pour une action concertée en développement de l'enfant*, donnent matière à travailler encore plusieurs années. On y trouve des défis pour les intervenants locaux, pour le réseau institutionnel, pour les organismes communautaires, pour les bailleurs de fonds, pour les dirigeants régionaux, pour les élus, etc.

Devant la richesse de la mobilisation autour des résultats de l'enquête et des sommets locaux, les membres du *Comité régional* ont décidé de joindre leurs efforts afin de soutenir la DSP dans la préparation du Sommet montréalais. La plupart des membres ont participé à plusieurs sommets locaux. De plus, le *Comité* a été nourri par les propos émergeant des sommets locaux.

Bien que tous les propos entendus lors des diverses démarches de consultation demeurent importants, certains se distinguent par leur récurrence d'un territoire à l'autre, par la force de leur présence dans les préoccupations de multiples acteurs et par la convergence des défis qui s'y rattachent. Devant ce constat, la décision d'orienter les échanges sur des pistes de solutions à ces défis communs, déjà mieux cernés et compris, s'impose aisément au Sommet montréalais.

Vous trouverez donc en annexe une version enrichie du programme préliminaire de l'événement du 28 mai 2009 sur la maturité scolaire. Cette journée de dialogue ne sera qu'une étape dans tout le travail de concertation pour promouvoir et mieux soutenir le développement des enfants. Nous espérons qu'elle sera un moment de mise en commun des réflexions, contribuant ainsi à l'enrichissement des planifications locales et régionales pour une réponse plus adéquate aux besoins des tout-petits et de leurs parents.

Merci aux organisateurs et participants des sommets locaux pour la richesse de leurs propos. Merci au *Comité régional pour une action concertée en développement de l'enfant* pour leur engagement dans la réalisation d'un Sommet montréalais en continuité avec les sommets locaux.

Sommet montréalais sur la maturité scolaire

28 mai 2009 de 8h30 à 16h30
Centre Mont-Royal,
2200, rue Mansfield, Montréal
(Métro Peel ou stationnement intérieur)

Introduction – La maturité scolaire : contexte et concepts

Par : D^{re} Isabelle Samson, médecin-conseil, DSP

Premier panel :

Les défis en lien avec certaines spécificités montréalaises

Panélistes :

M. Pierre Godin, consultant pour la Ville de Montréal
Un parent (à confirmer), territoire du CSSS Ouest-de-l'Île
Mme Lucie Charrette, directrice, École Ste-Odile et annexe, territoire du CSSS Bordeaux-Cartierville-St-Laurent
Mme Louise Leduc, directrice générale, CPE et BC du Parc, territoire du CSSS de la Montagne
Christine Trépanier, directrice générale, Maison des familles de Mercier-Est, territoire du CSSS Pointe-de-l'Île

Suite à l'intervention des panélistes, les participants se verront attribuer, selon leur table de travail, une des questions suivantes :

1. Comment relever le défi de l'adaptation des services pour tenir compte de la grande mobilité des familles montréalaises?
2. Comment le régional peut-il soutenir le local face au défi de la mixité de la population?
3. Où et comment rejoindre les familles isolées? Comment rendre nos milieux plus accueillants?

La réflexion de ce caucus éclair permettra de dégager des pistes de solutions en lien avec ces préoccupations.

Deuxième panel :

Les défis en lien avec les ressources et services en petite enfance

Panélistes :

Mme Chantal Jorg, parent, territoire du CSSS Ahuntsic et Montréal-Nord
Mme Marie Brassard, parent, territoire du CSSS Dorval-Lachine-LaSalle
Mme Carole Du Sault, Éluée municipale, arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie, territoire du CSSS Lucille-Teasdale
Mme Martine Thériault, organisatrice communautaire, CSSS Sud-Ouest-Verdun
Mme Nancy Ravary, directrice générale du CPE KI-RI, territoire du CSSS Jeanne-Mance

Suite à l'intervention des panélistes, les participants se verront attribuer, selon leur table de travail, une des questions suivantes :

1. Quels sont les pratiques, les moyens et les façons de faire à privilégier pour mieux accompagner les parents dans le développement de leur enfant?
2. Comment mieux agir ensemble pour soutenir le tout-petit dans son développement et faciliter son passage vers l'école?
3. Quels sont les leviers régionaux et nationaux à utiliser pour une meilleure adéquation entre les besoins des familles montréalaises et l'offre de service?

La réflexion de ce caucus éclair permettra de dégager des pistes de solutions en lien avec ces préoccupations.

Plénière : Retour sur les caucus éclair

Déclaration du Comité régional pour une action concertée en développement de l'enfant

Mot de clôture

Par : M. David Levine, président-directeur général, ASSS
D^r Richard Lessard, Directeur de santé publique, DSP

*Agence de la santé
et des services sociaux
de Montréal*

Québec 